

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Sommet des non-alignés : le chef de l'État invité par son homologue azerbaïdjanais



Photo: DR

Le chef de l'État s'entretenant avec l'émissaire de son homologue azerbaïdjanais.

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

Le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, a reçu hier au palais du bord de mer, Echin Amirbayov, un émissaire du président de la République d'Azerbaïdjan, Ilham Aliyev. Cette rencontre s'inscrivant dans le cadre des relations diplomatiques liant les deux États depuis trois décennies. Le président de la République et son hôte ont évoqué les perspectives de coopération bilatérale. Objectif : in-

tensifier les contacts à long terme entre la République gabonaise et l'Azerbaïdjan.

Par ailleurs, l'émissaire a transmis au numéro un gabonais, une invitation de son homologue, Ilham Aliyev. Une invitation relative au Sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays Non-alignés. Il se tiendra le 2 mars prochain à Bakou, en Azerbaïdjan et sera entièrement consacrée à la discussion post-pandémique et au rétablissement du monde entier face aux conséquences liées à la covid-19.

L'occasion faisant le larron, l'hôte du premier magistrat gabonais n'a pas manqué de saluer l'élection du Gabon en tant que membre non-permanent du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations unies (Onu). Outre les questions d'ordre sécuritaire, les deux personnalités ont réaffirmé leur volonté inébranlable à raffermir la coopération bilatérale, et par la même occasion travailler de concert dans le maintien du processus de paix et de sécurité en Afrique.

Renouvellement du CGE : la PG 41 fustige l'attitude de la PA 2023



Photo: DR

Justin Mbatchi, porte-parole de la PG 41 fustige l'attitude de ses pairs de la PA 2023.

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

LA PG 41, présidée par Me Louis-Gaston Mayila, et la "Plateforme alternance 2023" (PA 2023), dirigée par Paulette Missambo, se regardent désormais en chien de faïence. C'est une lapalissade ! Après le départ de la PG 41 de la PA 2023, voilà que le processus de renouvellement du bureau du Centre gabonais des élections (CGE) est venu porter l'estocade aux rapports - extrêmement tendus - entretenus par ces regroupements politiques cités ci-dessus. Alors que Pierre-Claver Maganga Moussavou du Parti social-démocrate (PSD), Jean-Gaspard Ntoutoume Ayi de l'Union nationale (UN) et Jean-Valentin Leyama de "Réappropriation du Gabon, de son indépendance pour sa reconstruction" (RÉAGIR), tous membres de la PA 2023, ont refusé de prendre part à la cérémonie d'installation le week-end écoulé, tel n'a pas été le cas de Théophile Niembo Ma-

kita, leader du Rassemblement pour l'alternance pacifique et de l'indépendance démocratique (RAPID), par ailleurs membre de la PG 41.

Occasion pour la PG 41 de fustiger ouvertement l'attitude de leurs pairs de la PA 2023. Avant d'indiquer que leurs représentants joueront leur partition sereinement. "Pour nous PG41, nous sommes sereins, nos représentants vaquent à leurs occupations au sein de la Commission ad hoc et Collège spécial ; nous pensons que pour l'instant tout va bien", a déclaré Joachim Mbatchi Pambou, porte-parole de la PG 41, non moins président du Forum pour la défense de la République (FDR), à nos confrères de Gabonactu.com.

Dans le même registre, il est d'avis que Lambert-Noël Matha, ministre d'État, ministre de l'Intérieur, contrairement aux arguments des personnalités de la PA 2023, n'a nullement violé le Code électoral ou fait montre d'un quelconque abus de pouvoir.

Précision

UNE erreur s'est malencontreusement glissée dans notre édition d'hier au sujet du nombre de personnalités représentant l'opposition au sein du Collège spécial chargé d'élire le président du Centre gabonais des élections (CGE). Au lieu de quatre (4), elles sont bel et bien, en vertu du principe de parité, cinq (5). Martin Boudzanga en est le 5e représentant. Toutes nos excuses à l'intéressé et à nos lecteurs.

Miroir du gouvernement

Place au concret !

TRÊVE de promesses, place à l'action. Ainsi pourrait-on résumer la dynamique du gouvernement. Le séjour du Premier ministre, Alain-Claude Bilie-By-Nze, le week-end écoulé, dans la province du Moyen-Ogooué, aura été suffisamment révélateur à cet effet.

À ce qu'il semble, face aux préoccupations pressantes et légitimes des populations, les membres de son gouvernement sont désormais tenus d'y apporter des solutions concrètes. Et, au besoin, en faisant le point d'exécution des chantiers prioritaires initiés dans une localité, dans le cadre du Plan d'accélération de la transformation (PAT). Et, visiblement, cela semble parfaitement convenir aux populations. Tant elles ont désormais la possibilité d'interpeller directement les responsables des départements ministériels concernés par leurs préoccupations.

De fait, à Lambaréné, les ministres de la Santé, de l'Économie, de l'Éducation nationale, des Travaux publics et de la Fonction publique se sont montrés concrets et précis, en répondant à leurs différents interlocuteurs.

Pour ainsi dire, ils ont été mis face à leurs responsabilités en prenant l'ampleur des attentes de leurs concitoyens. Lesquels, au passage, ont pu appréhender les actions menées par le gouvernement, allant dans le sens de la satisfaction de leurs préoccupations. Ce qui est louable, dans une large mesure. Car, dans la plupart des cas, pour de multiples raisons, les populations n'ont véritablement pas, hélas, une idée exacte des réalisations des pouvoirs publics.

En tout état de cause, cette nouvelle impulsion devrait avoir pour corollaire, une présence plus régulière des membres du gouvernement sur le terrain. Histoire de leur permettre de prendre des décisions en rapport, autant que nécessaire, avec le quotidien des populations. D'autant que bien souvent, par le passé, il a souvent été reproché, à tort ou à raison, aux membres du gouvernement d'être "déconnectés des réalités et de vivre dans leur bulle".

J.KOMBILE MOUSSAVOU